Communiqué

Subvention de la région Ile-de-France à Total : les tours de passe-passe de V. Pécresse et de la droite régionale ne trompent personne!

Paris, le 27 mai 2020

Alors que V. Pécresse et son exécutif projetaient l'attribution d'une subvention de 132 288 € à la société TOTAL lors de la commission permanente de la région Ile-de-France ce 27 mai, ceci afin de financer une installation de panneaux photovoltaïques sur le campus de l'École Polytechnique, notre groupe a vivement dénoncé ce projet d'aide publique à une opération s'apparentant à du *greenwashing*.

Alors que s'engage une crise économique et sociale majeure, qui va nécessiter le déploiement d'aides sociales importantes, nos demandes de renforcement du soutien aux populations les plus fragiles ont déjà été refusées par l'exécutif régional.
Mais ce dernier découvre subitement que son projet de subvention à TOTAL tombe fort mal dans ce contexte… et propose en dernière minute de modifier le destinataire de l'aide, qui serait alors l'École Polytechnique.

Nos inquiétudes et notre indignation ne sont pas dissipées pour autant. Tout semble ici fait pour préserver discrètement les intérêts de TOTAL, d'autant plus que cette multinationale a signé ces derniers mois en catimini un partenariat avec la direction de Polytechnique pour l'installation d'un centre de recherche de ce géant pétrolier en plein cœur du campus de l'École. Un projet qui a suscité et suscite encore le mécontentement et une mobilisation importante des associations d'élèves de cette école.

Cette subvention de la Région reste donc à nos yeux extrêmement problématique, puisqu'elle perpétue la logique libérale consistant à mettre, directement ou indirectement, les moyens publics à disposition d'intérêts privés, en l'occurrence ici ceux d'une multinationale pétrolière, figurant depuis des décennies parmi les plus gros pollueurs de la planète.

Alors que nos concitoyens sont à juste titre attentifs à l'usage de l'argent public, les moyens de la Région Ile-de-France doivent aujourd'hui être mobilisés pour l'aide aux populations franciliennes en difficultés, mais aussi pour continuer à soutenir des acteurs véritablement engagés dans la protection de l'environnement. Cet argent ne peut en aucun cas servir les intérêts d'un partenariat public-privé très contesté, entre une grande école et une multinationale au chiffre d'affaire de 200 milliards de dollars.

Suivi presse : Karine BRISHOUAL / 07 60 03 71 73 / karine.brishoual@iledefrance.fr

FRONT DE GAUCHE îledeFrance

République Socialisme

PCF PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS